



## Quelques traits sur la famille Giscard – 1 sur 5 -

### Papa Edmond

Edmond est un ultra-libéraliste "théorique". Les États ne doivent pas emmerder les grosses boîtes, seulement être là pour favoriser leur développement. Dès la fin des années

20 après la première guerre il milite (dans le Comité d'Action Économique et Douanière, CAED de Jacques Lacour-Gayet) pour une Europe du libre échange. Dès le lendemain de la deuxième guerre mondiale, cette association reprend son combat, participe aux premières grandes réunions pour faire l'Europe (ex. congrès de la Haye du 7 au 10 mai 1948 sous la présidence d'honneur de Churchill, sortes de groupes de pression penchant bien vers la droite). Ce n'est donc pas tout à fait un hasard si le fils Valéry est réputé comme un européen... Il y a beaucoup plus de liens entre le père et le fils qu'on ne le sait (d'ailleurs Valéry le haut fonctionnaire parisien des finances, a toujours voté à Chanonat, chez son père).

Ça, l'ultra-libéralisme, c'est la théorie qu'on trouve dans les nombreux articles et bouquins d'Edmond.

Edmond était du milieu de la Synarchie (groupement discret des puissants, banques et industriels, qui, avant la guerre, voulait faire tomber la République honnie). C'est un élitiste (au sens il est normal que tout le pouvoir soit au main de l'élite). C'est donc aussi un colonialiste de l'ombre : il est normal que l'élite, l'homme blanc dans ce cas, s'occupe, avec tous les pouvoirs, de "l'indigène". C'est un catholique.

Dans les faits, ce qui a fait la richesse de la famille Edmond Giscard d'Estaing, c'est la SFFC (Société Financière Française et Coloniale) renommée SOFFO (Société Financière pour la France et l'Outre-mer) en juillet 49, dont Edmond est le Président pendant 40 ans ininterrompus de 1933 à 1973 (il a alors 79 ans). La SFFC marche en duo avec la Banque de l'Indochine : mélanges complexes indéchiffrables des intérêts de la haute finance coloniale. Et le gros des affaires de la SFFC, c'est l'Indochine. Or "depuis toujours", si les français sont en Indochine et certains peuvent y faire sur le long terme de confortables bénéfiques (la main d'œuvre abondante et qui a intérêt à être docile coûte moins que rien), c'est parce qu'ils la tiennent militairement. Et l'armée c'est qui la paye ? le contribuable, merci à lui de la part de la Banque de l'Indochine et de la SFFC/SOFFO. Par ailleurs, lorsqu'en 1954 après Dien Bien Phu les français doivent quitter le Tonkin, ces entreprises coloniales ont été financièrement dédommagées par l'État français. Merci encore au contribuable pour cette assurance gratuite.

Edmond est par ailleurs dans de multiples conseil d'Administrations (vraiment beaucoup) et autres organisations patronales.

Autre aspect des deux très proches frères René et Edmond Giscard d'Estaing, c'était des proches de Philippe Pétain. Dans le Puy-de-Dôme, les deux frères ont leur château respectif à quelques

kilomètres l'un de l'autre, et à Paris, leur confortable appartement du XVI<sup>ème</sup> (de là où Valéry a fait sa deuxième année de prépa à Louis-legrand l'année scolaire 1943-44) étaient à quelques centaines de mètres l'un de l'autre. Les enfants de René et Edmond étaient donc toujours ensemble. Les deux frères n'étaient pas des pro-nazis. La défaite est bien triste mais on se console avec Pétain et la collaboration, et la vie continue. Pendant toute la guerre, Edmond n'a laissé tombé aucune de ses affaires, aucun de ses postes. En fait, elles marchaient pas mal ses affaires, émissions de nouvelles actions, augmentations de capital.... Le Japon, jusqu'au bout, achetait toute la production indochinoise à l'Indochine vichyste. De même la SFFC était actionnaire avant la guerre de Lorraine-Dietrich qui dans sa grosse usine d'Argenteuil réparait des moteurs d'avions pour le 3<sup>ème</sup> Reich, et on constate à la sortie de la guerre que la SFFC avec Edmond comme Président, l'est toujours, actionnaire. Idem pour les assurances Le Phénix (actuel AGF) dont Edmond était le Président. Pearl Harbor ou pas, rafles ou pas, les affaires continuaient imperturbables. Oh...! Edmond n'est pas le seul. La France des affaires quasi entière a collaboré économiquement avec le 3<sup>ème</sup> Reich ou l'empire du Soleil levant, c'était pas facile de faire autrement. Mais bon, on a le droit aussi de le constater, et il ne faut pas non plus faire croire que c'est le contraire qui s'est passé.

René, plus expansif, a été moins discret. Au deuxième anniversaire de la Légion Française des Combattants et Volontaires de la Révolution Nationale, chargée de faire appliquer cette « Révolution nationale » de Philippe Pétain, les 29-30 août 1942 à Gergovie, c'est lui qui fait le premier discours et qui avait écrit le suivant. Grand moment ensuite à Clermont-Ferrand à une dizaine de kilomètres où tout le monde est présent, Philippe Pétain, Pierre laval, René Bousquet... C'était juste le moment où on faisait des rafles en zone libre.

## Quelques traits sur la famille Giscard – 2 sur 5 -

Et les derniers des 4000 enfants de la rafle du Vel d'Hiv (le plus jeune 18 mois), un temps parqués à Baune-la-rolle sous la garde des gendarmes du régime vichyste, ont du arriver au camps Auschwitz la veille de ces célébrations au haut lieu du plateau de Gergovie (aucun n'est revenu). Leurs mamans et papa qu'on leur avait arrachés doivent partir en fumée au même moment..., autre aspect de la « Révolution nationale »...

Il ne faudrait pas croire qu'Edmond est sainte-ni-touche pour autant. Pendant des décennies après la guerre il faisait affaire avec René Bousquet qui était dans presque autant de Conseils d'Administrations que lui. René Bousquet a été embauché comme Secrétaire Général à la Banque de l'Indochine en 1950 (et selon certaines sources, il a même été dans la SOFFO). Pas que René Bousquet d'ailleurs, son bras droit patron de la police n°2 pour la rafle du Vel d'Hiv, Jean Leguay, l'a rejoint dans cette banque, et quelques autres de la même tendance également. C'est juste le moment où il faut rapatrier les fonds et les avoirs des succursales indochinoises avec la guerre d'Indochine, là où la SOFFO d'Edmond a tant d'affaires. R. Bousquet et J. Leguay vont réussir cette métamorphose pour faire de la banque d'Indochine la troisième grande banque d'affaires française (IndoSuez). En plus, tous les transferts de fonds pour le corps expéditionnaire français qui combat le Viet-minh, 167 000 soldats au 01 janvier 1950, tous les frais, etc., passaient obligatoirement par la Banque de l'Indochine, la banque émettrice du piastre, la monnaie de là-bas...

Est-il étonnant dans ces conditions que lors de la campagne présidentielle de 1974, le journal *Minute* ait soutenu la candidature du fils d'Edmond dès le premier tour ? Que les jeunes de l'extrême droite d'Occident/GUD aient fait le service d'ordre et aient collé les affiche du candidat Giscard ? que le financement des meetings de VGE en 1974 était géré par Hubert Bassot proche de l'OAS avec des fonds patronaux de l'UIMM ? ([ici](#)). Edmond était encore Président de la SOFFO l'année précédente ! Michel Calzaroni qui était au Lycée Henry IV de l'élite parisienne en face du Panthéon avec Gérard Longuet dans leur période d'extrême droite des années 60 est né en Indochine et ne cache pas sa nostalgie de cette époque de l'Empire français. M. Calzaroni est Directeur de l'information au service de presse du C.N.P.F., Conseil National du Patronat Français, de 1970 à 1985. Ce service était dirigé par le "colonel" Michel Frois qui avait été chef du service de l'information pour l'armée coloniale en Indochine puis en Algérie. Alain Madelin et Anne Méaux (toujours de l'équipe d'Occident, elle qui conseille aujourd'hui Jean-Bernard Levy après avoir conseillé Anne Lauvergeon) étaient même dans l'équipe de campagne du candidat Giscard de 1974. On retrouve donc plus tard une partie de ces personnes au Parti Républicain créé en mai 77 pour soutenir Giscard lors des législatives (puis la présidentielle). Gérard Longuet qui en pleine nuit tout récemment a redéposé l'amendement pour Cigéo dans la loi Macron, était à la tête du Parti Républicain de 1990 à 1995. A. Madelin et G. Longuet ont par deux fois été au gouvernement ensemble, c'est presque un clone.

## Valéry Giscard d'Estaing – Schneider/Framatome

Valéry se marie en déc. 1952 avec Anne-Aymone dont la grand mère paternelle était Marguerite Schneider. Valéry est désormais un cousin des Schneider, par alliance. Inspecteur des finances par ailleurs, il va côtoyer dans des réunions de familles au moins, le grand patron Charles Schneider désormais "son oncle", pendant 8 ans (décédé bêtement en 1960). C'est le moment où Charles Schneider crée Framatome avec Westinghouse (1958), ainsi que Brevatome avec EDF et le CEA (1959).

De 1960 à 1969 le groupe industriel est dirigé par la tante d'Anne-Aymone, et de Valéry par alliance, Lilian Schneider. La période n'est pas facile mais a lieu un évènement d'importance et d'espoir pour le groupe, en 1961/62 commence la construction du réacteur nucléaire prototype 350 MWé de Chooz : commande à Framatome/Schneider, contrat clé en main par EDF et le belge Electrabel (SENA). Le réacteur démarre en oct 1966. En même temps de son côté Valéry a grimpé vite les échelons. De 1959 à 62, il est Secrétaire d'État au ministère des finances puis, de janv 1962 à déc 1965, il est le ministre des finances (du gvt Pompidou). Nouvelle réalisation, sur le territoire belge cette fois, encore une signature franco belge (SEMO SA, 50% EDF) en 1968 pour un réacteur atomique plus gros, de ~ 900 MWé, à Tihange, à moins de 100 km de Chooz. C'est encore un REP Westinghouse avec la cuve Framatome/Schneider (début des travaux 1970). Avec ces réalisations dans la musette, le groupe Framatome/Schneider est dans les starting blocs, à l'affut...

Valéry est Ministre des finances de juin 1969 jusqu'à mai 1974 (gouvts. Chaban Delmas puis de Messmer).

Pour le nucléaire civil "Les « **autorisations d'engagement** » sont annoncées en Conseil des Ministres et ont donc un **caractère politique**." ([in](#) "Le dossier électronucléaire", CFDT-énergie-atomique, Ed. Seuil, 1980, p.

## Quelques traits sur la famille Giscard – 3 sur 5 -

- 469). Une fois accordées, c'est EDF qui gère son timing comme elle l'entend (j'ai feuilleté la Gazette Nucléaire pour retrouver les autorisations)
- de 1969 à 1974 "programmes 1970", "**autorisation**" pour 5400 MWé (Valéry ministre des finances);
  - 05 mars 1974, sur fond de crise pétrolière, brutale accélération réputée comme le lancement du tout-électrique par Pierre Messmer, "**autorisation**" pour 2 × 5400 MWé. En réalité, P. Messmer disparaît définitivement de toute fonction gouvernementale deux mois plus tard. Par contre le Ministre des finances depuis 5 ans et Ministre d'État ce 05 mars 1974 est un certain Valéry...
  - en février 1975, "**autorisation**" pour 12 000 MWé nucléaires de plus, suivi en juillet-août de l'abandon de la filière eau bouillante BWR (il y avait 2 commandes fermes pour St Laurent des eaux avec même des débuts de travaux et 6 options), décision qui transforme Framatome en **unique constructeur national** privilégié de la chaudière des réacteurs (Giscard Président);
  - sept. 75, **vente** à Saddam Hussein d'Osirak = Tammuz-1, 70 MW<sub>th</sub>, réplique d'Osiris fabriqué par le CEA, fonctionnant à l'uranium enrichi à 93 % "qualité militaire" avec contrat d'en fournir 50 kg/an (et avec un tel réacteur à très haut flux, possibilité de produire du Pu en couverture, assez chaque année pour une bombe; Giscard Président; le réacteur bien avancé sera détruit le 07 juin 1981 par l'aviation israélienne).
  - déc. 1975 : formation de la Cogema. Le premier Président, jusqu'en 1978, est le corps des mines André Giraud, éminent membre du parti giscardien : le PR, Parti républicain dont Gérard Longuet deviendra le Trésorier en 1982 (Giscard Président);
  - 17 mars 1976 : signature concluant un accord avec le Pakistan pour le démarrage de la construction d'une importante usine de retraitement de 100 t/an qui pouvait séparer 800 kg de plutonium/an (Giscard Président; définitivement abandonné en 1978 sous la pression massive de l'administration Carter; mais le Pakistan en avait déjà appris assez...);
  - avril 1976, la Commission restreinte pour l'énergie présidée par V. Giscard d'Estaing donnait l' "**autorisation**" pour la NERSA de Superphenix 1200 MWé; en 1980 V. Giscard d'Estaing déclarera que ce genre de réacteurs permettrait à la France de "*disposer d'une réserve d'énergie comparable à celle de l'Arabie Saoudite avec son pétrole*"; le 31 juillet 1977 : 5000 CRS armés de fusils tire grenade à effet de souffle pour défendre de l'herbe (il n'y avait rien de construit) contre 60 000 à 100 000 manifestants à Crey-Malville : 1 mort, 2 mutilés, une 100 aine de blessés (Giscard Président);
  - mai 1976 : **Attribution du contrat** de Deux réacteurs à l'Afrique du Sud (voir plus bas : Petites annexes). Cela est suivi d'un contrat en janvier 1977 pour le **rapatriement** vers la France de tous les déchets nucléaires à retraiter. (Giscard Président). On apprendra en 1978-79 que des avions d'UTA (cie aérienne coloniale dans la création de laquelle a été très impliquée la SOFFO d'Edmond, père de Valéry dans les années 60) transporte secrètement à Marseille en soute du concentré d'uranium de la mine de Rössing en Namibie alors occupée par l'Afrique du Sud de l'apartheid, "mandat" déclaré illégal par les Nations Unies (Giscard Président).
  - juin 1977 : "**autorisation**" pour 10 000 MWé pour les années 78 et 79 → On en est alors à 38 200 MWé filière REP "**autorisés**" sous V. Giscard d'estaing depuis 1969;
  - en juillet 1978 : "**autorisation**" supplémentaire pour 10 000 MWé pour les années 1980 et 81 (Giscard Président);
  - 28 mars 1979 : fusion partielle du cœur d'un réacteur REP américain (Three Mile Island-2 près d'Harrisburg, Pennsylvanie), quelques jours après le Ministre de l'Industrie, le corps de mines giscardien André Giraud : "*Rien ne conduit à modifier le programme nucléaire français. Seuls les faits comptent, ce n'est pas avec des arguments irrationnels que l'on mène une politique.*";
  - 03 avril 1979 le comité interministériel donne "**autorisation**" supplémentaire minimale de 10 500 MWé pour les années 80-81 (6 tranches 1300 MWé et 3 tranches 900 MWé; "minimale" car il se pourrait qu'on y rajoute un 1300 MWé; Gazette Nucléaire n°29, p. 5). Interrogé sur le problème des déchets nucléaires le Premier ministre Raymond Barre (Le Monde 03/04/79, reproduit dans Gazette Nucléaire n°26/27 p. 9) : "*Jusqu'ici nous avons résolu le problème sans que cela provoque des drames et nous continuerons à le faire...*" (Giscard Président);
  - 2 avril 1980, le gouvernement a présenté un plan énergétique pour 1990, **son choix politique**, le dernier du septennat V. Giscard d'Estaing. "*... structure de production prévue par EDF [scénario EDF "consommation forte" figurant dans un "rapport intérimaire" de la Commission Énergie] et reprise par le gouvernement. L'orientation est très claire : c'est le tout nucléaire. En 1990, le nucléaire doit représenter 73 % de la production d'électricité. (...) Cette production de 330 milliards de KWh correspond à une puissance installée de 60 000 MWé (fin 1990) soit 66 unités de 1000 MWé*" (Gazette Nucléaire n°39/40 p. 2 et 6, n° 44 p. 9) (Giscard Président);



## Quelques traits sur la famille Giscard – 5 sur 5 -

### Les Cousins germains

On a parlé plus avant, de René, le frère très proche d'Edmond Giscard d'Estaing. Leurs enfants ont passé toute leur jeunesse ensemble. C'est intéressant parce que les trois fils de René ont eu de belles carrières pendant que leur cousin germain, Valéry, était président de la République :

▪ **François**, né 7 mois après son cousin Valéry, les deux dans les mêmes lycées passent une grande partie de jeunesse ensemble, y compris "l'armée" (ce qui s'est passé à ce moment là de leur vie mérite un livre en soi), et sont de la même promo de l'ENA (1951) dont ils sortent tous deux inspecteurs des finances. Jusque là, c'est un clone. François sera Président-administrateur de la Banque française du commerce extérieur, BFCE, ainsi qu'au CA de la coface qui fonctionne un peu avec la BFCE pour les gros contrats à l'étranger (Voir Koeberg dans Petites annexes ci-dessous). Comme son oncle Edmond après la guerre, il siège dans de nombreux autres C.A., à partir de 1975 dans celui d'AGF (anciennement Le Phenix). Nombreuses de ces nominations ont eu lieu alors que le cousin germain est Président de la République ([ici](#)).

▪ **Philippe**, X-Télécom, chez Thomson où il est rentré en 1958 dont il sera nommé PDG en 1980 alors que son cousin germain Valéry est Président;

▪ **Jacques le cadet**, un énarque encore (sorti 1953), comme son frère François est très proche de Valéry; là encore mêmes lycées (Janson-de-sailly et Louis Legrand) puis Science-Po et l'ENA. Il entre à la cours des comptes: il devient directeur financier du CEA de 1971 (jusqu'à 1982), administrateur ou membre du conseil de surveillance de Technicatome de 1972 (jusqu'à 1989), membre de la commission de surveillance de Eurodif depuis 1973, administrateur de la Cogema à partir de 1976 (jusqu'à 1989), Président de la SOMAIR, mines d'uranium du Niger à partir de 1975 lorsque son cousin germain est Président, pour y rester 24 ans (jusqu'à 99; infos de WhosWho.fr). C'est aussi lui qui étudiera la possibilité d'exploitation des phosphates uranifères de Centrafrique (URCA, URanium de CentreAfrique, l'un des gisements d'Uramin dont on a beaucoup parlé récemment). Selon la tradition familiale, il est dans de nombreux autres C.A. d'entreprises.

## Annexe

### Quelques traits sur la famille Giscard – 1 sur 2 -

**Koeberg : où Valéry est bien le fils d'Edmond qui a fait sa fortune en Indochine de cette manière là** (corps expéditionnaire au lieu de la police de Vorster; la guerre d'Indochine, la française, a fait entre 400 000 et 500 000 morts avec un rapport de 1 français pour 20 vietnamiens, l'armement n'était pas le même)

→ En 1976-1977 Valéry donne son accord pour la vente à l'Afrique du Sud de deux réacteurs nucléaires de puissances 900 MWé (pour Koeberg sur la mer à 30 km au Nord du centre ville et du port de Le Cap, à 12 km du début d'agglomération, ville d'apartheid particulièrement dure, [ici](#)), de deux escorteurs lanceurs d'exocet et de deux sous-marins Agosta (qui eux finiront par être annulés)

→ Le consortium Framatome-Alsthom-Spie-Batignole signe le contrat clefs en main le 6 juillet 1976 à Johannesburg en pleine répression sanglante des lycéens dans la banlieue Soweto de cette même de cette ville. C'est alors le régime de John Vorster, une apartheid violente dont la législation traite les autochtones noirs (Edmond disait les "indigènes" en Indochine et en Madagascar) comme race inférieure interdite de ses lieux de vie, de "ses" bus, de "ses" plages. Il y a de la richesse (cobalt, platine, chrome, vanadium, or, diamants...) mais 30 % des enfants ne vont pas à l'école, il y a un médecin pour 400 personnes coté blanc, un médecin pour 44 000 personnes coté noir à l'époque selon l'ONU ([ici](#), p. 6). Peu avant son élection, Valéry, Ministre d'État des finances avait donné sa position en symbiose avec celle de son papa :

*"Nous ne guérirons pas la misère du monde. Ni nous, ni d'autres. Cette misère, même si elle change avec le temps, est inscrite dans la fibre de l'espèce humaine, comme la maladie et la mort."* (Préface d'un document du Ministère de l'économie du 24/10/73, [ici](#), p. 5).

Le régime Vorster est en train de mater une rébellion dans les banlieues noires, commencée par des jeunes lycéens de Soweto que le régime obligeait à suivre leurs études dans leur ghetto dans la langue de la minorité blanche afrikaners. Il y a plus de 550 tués dans les manifestations entre juin 76 et fév. 77. Beaucoup sont des adolescents.

Les leaders sont torturés. Steve Biko, étudiant en médecine, le père de la conscience noire ("black is beautiful") arrêté le 18 août 77, après un coma meurt le 12 septembre. Vingt mille personnes assistent à ses funérailles. Elijah Loza, syndicaliste du Cap est emprisonné une fois de plus en mai 1977, il meurt à l'hôpital en août 77 après être passé dans les mains de la police ([ici](#), p. 228).



Image de la répression en Afrique du Sud

Jeune homme de l'écrasante majorité noire autochtone d'Afrique du Sud (83 %) tué par la police antiémeute de l'apartheid en 76-77 parce qu'ils protestaient contre l'obligation dans leur ghetto de l'enseignement obligatoirement dans la langue de la minorité blanche afrikaners (17 %), minorité qu'ils n'ont pas le droit de côtoyer ([ici](#)).

"... le conseil de sécurité de l'ONU vote, le 4 novembre 1977, la résolution 418 décrétant l'embargo obligatoire sur les livraisons de matériel militaire, sur les produits pétroliers et sur les équipements nucléaires." (Badel 2010 p. 134)

→ Mais le Président Valéry n'annule pas la vente des deux réacteurs Framatome. Ce sera l'unique centrale nucléaire du continent africain. En fait, les industriels français ont profité d'une absence de concurrence parce que le premier choix du régime Sud Africain, Général Électrique, s'était lui vu refuser les autorisations politiques pour causes d'apartheid + construction confidentielle de la bombe. Le fait que le régime Vorster avait construit une usine d'enrichissement d'uranium dont il refusait l'accès au contrôle international, exactement ce que le monde occidental reproche aujourd'hui à l'Iran, n'a pas plus arrêté Valéry.

## Annexe

### Quelques traits sur la famille Giscard – 2 sur 2 -

Ce genre de vente à risque est géré par la Banque Française du Commerce Extérieur, B.F.C.E, et la COFACE. Le Directeur Général de la BFCE à ce moment c'est François Giscard d'Estaing, fils de René le grand prêtre de la « révolution nationale » de Philippe Pétain, le très proche cousin germain de Valéry, qui en outre (en 1977) devient administrateur de la COFACE :

*"L'extension de la garantie de l'État à des crédits consentis à long terme par les fournisseurs français est, dès lors, l'élément essentiel qui permet le développement de la négociation de grands contrats d'équipement avec les pays en voie de développement dans des secteurs moteurs comme l'hydro-électricité, l'atome, la sidérurgie ou la pétrochimie. C'est dans ce cadre que l'administration française acquiert un pouvoir sans précédent qui lui permet de peser sur l'attribution des contrats." (Badel, 2010 p. 127).*

Si le Président Valéry avait respecté la résolution 418 de l'ONU, la COFACE aurait eu à verser une indemnité très élevée :

*"Le risque direct à supporter par les finances publiques s'élève à 1,5 milliard de francs au 31 décembre 1977 [28]. De plus, les engagements de fourniture d'uranium à la France risquent d'être remis en cause : le contrat porte sur la fourniture de 9 000 tonnes d'uranium livrables à raison de 990 tonnes par an, sur dix ans, à partir de 1980, pour un montant d'environ 4 milliards de francs. Or la COFACE a également délivré une police pour garantir cette opération d'importation par décision spéciale du ministre du 25 mars 1977. Et la COGEMA a commencé à procéder à un pré-paiement sous forme d'un prêt, par tiers, les 15 janvier et 1er juillet 1977 et 1er juillet 1978." (Badel 2010, p. 134).*

• Badel, L. 2010, "L'état français face au risque politique dans les années 1970 : Les cas polonais, Sud Africains et Iraniens.", Les cahiers IRICE n°6: 123-140, CNRS <http://www.caim.info/revue-les-cahiers-irice-2010-2.htm> ou <http://irice.univ-paris1.fr/spip.php?article601>

#### **Membre de l'élite (comme son père Edmond) Valéry ne connaît pas la crise**

Il continue de couler au contribuable 2,5 millions d'euros par an. *"la résidence privée de Valéry Giscard d'Estaing à Authon (Loir et Cher) mobilise 15 gendarmes à temps plein pour un coût annuel de 1,1 million d'euros."* Par ailleurs, Valéry qui n'est plus président depuis 34 ans, âgé de 89 ans ... a *"à sa disposition 2 sous-officiers de l'armée de terre, et 3 sous-officiers de la marine pour un coût total de 287.000 euros. Enfin, le ministère des Finances indique au député PS avoir également à la disposition des anciens présidents 6 agents pour un montant total de 511.605 euros par an."* dont 3 sont pour Valéry Giscard d'Estaing. Il dispose d'un appartement de fonction que Valéry a choisi boulevard St Germain, meublé équipé avec 2 personnel, le tout à la charge de l'État téléphone inclus. Pour Giscard, il a coûté 343 307 € en 2014. Il dispose avec sa femme d'une carte de gratuité SNCF 1ère classe. René Dosière précise que ce budget ne prend pas en compte leur indemnité d'ancien président (6.000 euros par mois, cumulable avec toute autre pensions ou salaires, de Ministre, Secrétaire d'État, Directeur de cabinet, de député), ou la rémunération de membre du Conseil constitutionnel (12.000 euros par an sans compter les frais de déplacement) (L'Express du 27/01 2015, [ici](#); La Tribune 28/01/15, [ici](#); Libération 28/01/15, [ici](#); Figaro 08/05/12, [ici](#)).